

Décision n° 2023-011

Octroi d'une concession de terrain dans le cimetière GABOUT- Concession 3645 – Emplacement Col7-Case7

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-22, L. 2223-15, L.2223-13, L. 2223-14 et L. 2213-8,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 relative à la délégation du conseil municipal au Maire par laquelle le conseil municipal donne pouvoir au Maire pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande d'octroi de case columbarium effectuée par **Monsieur Daniel GABOUT** domicilié à CHINON (Indre et Loire) 101 rue des Boisses, le 05 août 2022 pour une durée de **30 ans** à compter **du 05 août 2022 jusqu'au 05 août 2052**.

- DECIDE -

ARTICLE 1^{er} :

A la demande de **Monsieur Daniel GABOUT**, ayant droit, de la **concession n° 3645** dans le cimetière communal de Chinon **emplacement Col7-Case7** est octroyée pour une période de **30 ans** à compter **du 05 août 2022 jusqu'au 05 août 2052**.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la concession est accordé moyennant la somme totale de 857.65 euros, versée dans la Caisse du Receveur Municipal.

Le paiement est effectué par chèque Caisse d'épargne n° 0000516.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire de la présente décision sera adressé au concessionnaire et au Receveur municipal.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services de la Commune est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera affiché à la porte de l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 6 :

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 23/02/2023.

Le Maire,

Jean-Luc DUPONT.



Certifié exécutoire

Publié ou notifié le

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication par voie d'affichage.